annuellement un million au plus, pour être distribué en gratifications extraordinaires à ceux qui pourront les mériter : & afin que ces gratifications extraordinaires ne puissent pas être converties en gratifications ordinaires & annuelles, personne ne pourra être porté sur l'état de ces gratifications deux années de suite ; & on ne pourra jamais y être porté plus de trois fois.

Ces deux Déclarations ont été suivies de trois Arrêts du Conseil de la même date. Dans le premier le Roi déclare, qu'ayant fait examiner dans son Conseil les diverses économies & améliorations dont ses revenus sont susceptibles, Sa Maj. a reconnu que les Fermes étoient chargées envers des personnes inutiles à leur régie & à leur administration de pensions, dons, gratifications, parts & portions d'intérêts ; que ces abus, pros crits par les Ordonnances, offroient un moyen convenable de faire rentrer à son profit cette portion de l'aliénation de ses revenus, & de donner aux peuples la consolation de voir les impositions employées directement au service public. Sa Majesté ordonne en conséquence que toutes les pensions, dons, gratifications, bénéfices, émolumens, parts & portions d'intérêts, dont les Fermiers de ses Fermes & leurs Cautions seront chargés envers des personnes qui ne sont point employées à la régie & à l'administration des Fermes, seront anéantis, à commencer du premier de ce mois, & que depuis ce même jour les Fermiers du Roi & leurs Cautions seront tenus de compter au profit du Roi, indépendamment du prix de leurs baux, de la moitié des bénéfices & emolumens de ces Fermes, de quelque nature qu'ils puissent être, sans y comprendre néanmoins les intérêts des fonds qu'ils auront avancés, & qu'ils seront obligés de laisser en entier dans les caisses des Fermes. Ces intérêts leur seront alloüés à raison de cinq pour cent par chaque année.

Dans le second Arrêt du Conseil, le Roi ordonne que quatre Commissaires, nommés par Sa Majesté, assisteront aux divers comités de la Ferme Générale & aux comptes qui seront arrêtés & rendus tous les six mois des six mois précédens ; que le droit de présence de chacun des Fermiers-Généraux sera
de